

# **POINT DE PRESSE DU DEPUTE RACHIDI GBADAMASSI**

Cotonou, jeudi le 18 février 2021

## **DECLARATION**

**Mesdames et messieurs les journalistes,**

Depuis quelques jours, l'actualité de la présidentielle du 11 avril prochain dans notre pays est marquée par l'activisme débordant de quelques candidats à la candidature dont les dossiers incomplets ou irréguliers ont été logiquement invalidés par la CENA. C'est le cas de madame Réckyatou MADOUGOU qui, depuis lors, s'est déchainée et se livre à des déclarations tous azimuts, les unes aussi tendancieuses et nauséabondes que les autres.

Au lieu de prendre acte du rejet logique et légal de sa candidature, invalidée dans les règles de l'art, c'est à mots à peine couverts qu'elle s'emploie à vouloir susciter l'insurrection populaire afin de provoquer la violence dans notre pays.

**Chers amis de la presse,**

J'aurais bien voulu, comme d'autres, en rire. Mais ayant été témoin de ses déclarations gravissimes et révolté par les propos de celle qui, par pure prétention et faisant montre d'un cynisme politique répugnant, veut apparaître comme un donneur de leçon, un modèle et un super patriote, j'ai décidé de sortir de mon silence. En effet, continuer de me taire alors que je sais combien elle s'est employée, avec d'autres, à comploter contre notre pays, serait un péché, un crime. Je n'aurais pas été loyal envers le Bénin et particulièrement envers mes électeurs qui me font confiance depuis bientôt 20 ans. En faisant cette sortie médiatique, moi je ne veux donner de leçon à personne, je ne veux pas jouer les héros non plus, mais j'obéis juste à ma conscience qui m'oblige à réagir.

**De quoi s'agit-il en réalité ?**

**Mesdames et messieurs,**

La conjoncture politique née des législatives de 2019 boycottées par l'opposition, et du nombre insuffisant de maires dont dispose le parti d'opposition FCBE pour porter tout seul une candidature à la présidentielle, imposent que les élus proches du pouvoir parrainent des candidats autres que celui de la majorité présidentielle afin que l'élection présidentielle soit ouverte et inclusive.

C'est pourquoi le Président Patrice TALON, notre leader charismatique, nous a encouragés à le faire et au niveau de mon parti politique, le BLOC REPUBLICAIN, nos responsables nous ont demandé d'être ouverts aux sollicitations des uns et des autres à condition qu'ils soient portés par des partis politiques car, n'oublions pas, la réforme que nous avons réalisée vise à réaffirmer la prépondérance des partis d'envergure nationale dans l'animation de la vie politique de notre pays, comme c'est le cas dans toutes les démocraties majeures.

C'est dans ces conditions que dame Réckyatou MADOUGOU a pris contact avec certains députés dont moi-même et m'a demandé d'organiser pour elle la collecte des parrainages nécessaires à la validité de son dossier de candidature.

Tout en lui donnant mon accord de principe, je lui ai exprimé quelques réserves car s'il est vrai que tout candidat sérieux doit remplir toutes les conditions prévues par la loi, il est encore nécessaire que les candidatures obéissent à des normes éthiques.

Or, madame Réckyatou MADOUGOU a quelques particularités qui constituent autant de handicaps pour elle et portent les germes de nuisances à sa candidature autant qu'à notre pays. Tout le monde sait en effet et elle ne s'en cache pas elle-même, au contraire elle en fait un atout, qu'elle a des relations affectives et intimes avec des autorités politiques de très haut niveau de pays voisins. Au-delà des relations intimes pour lesquelles on ne peut la juger car le cœur a ses raisons que la raison ignore, c'est qu'elle a eu un engagement politique visible. Nous avons ainsi tous vu par exemple comment, l'année dernière, lors

de l'élection présidentielle dans un pays voisin, elle s'est affichée et a battu campagne pour un candidat, en l'occurrence le Chef de l'Etat sortant, participant aux meetings et agitant des fanions aux couleurs du parti au pouvoir. Serait-il alors convenable, dans ces conditions, et pertinent pour notre pays, qu'elle accède à la fonction présidentielle dont elle semble faire désormais le seul projet de sa vie, y compris au prix de manipulations abjectes et de violences ?

En tout cas, elle n'a pas semblé découragée par ses gros handicaps que je lui ai mentionnés. Au contraire, m'invitant à plusieurs reprises dans la capitale d'un pays voisin, elle m'a fait miroiter une forte somme d'argent pour me motiver, me rassurant qu'un opérateur économique important était disposé à participer à nos réunions et à mettre le pactole à ma disposition.

J'ai été à la rencontre et c'est là que j'ai davantage compris que j'avais à faire à des gens dont l'objectif inavoué était de prendre en otage notre pays. C'est à cet instant que je me suis dit que s'il faut parrainer quelqu'un qui sera le pion d'une force politique étrangère, ce sera sans mon concours. Je ne peux me rendre complice d'une telle manœuvre contre mon pays car moi je n'ai pas d'autre nationalité. Et c'est là aussi que j'ai décidé de tout mettre en œuvre pour faire échec à cette initiative malsaine et nuisible aux intérêts du Bénin. Car, quelle que soit la masse d'argent posée sur la table, notre pays n'est pas à vendre. Ces pratiques sont révolues. C'est le professeur titulaire de politique pratique qui vous parle. Par le passé, on a pu faire des choses au nom de nos intérêts égoïstes mais, depuis 2016, je suis convaincu que le Bénin a fait un grand pas en avant et a tourné dos à ces pratiques. C'est ce qui justifie la renaissance dont nous parlons tous désormais et que nous devons renforcer.

**Chers amis de la presse,**

Quelle a été la suite de l'histoire ? En réalité, avant de me rendre aux invitations, j'ai régulièrement informé les responsables de mon parti politique et certains de mes proches. Et je me suis toujours fait

enregistré à la frontière avant de sortir du pays, preuve que pour moi, il ne s'agissait pas d'une entreprise personnelle, ni clandestine.

J'ai donc rendu compte aux responsables du BLOC REPUBLICAIN de la teneur des échanges que j'ai eus avec mes interlocuteurs et leur ai signifié que malgré les consignes, moi je ne soutiendrais pas une candidature comme celle-là même si elle était portée par un parti. Moi, mes mandants m'ont tout donné, le Bénin m'a tout donné depuis 20 ans, je ne peux donc pas les trahir ni vendre mon pays. A eux comme au Bénin, je dois fidélité.

Retenez donc que dame Réckyaton MADOUGOU et ses maîtres ont cherché les parrainages avec détermination et ont échoué. Qu'elle vienne aujourd'hui tenir des propos aussi graves, outranciers pour le pays, discréditant les institutions de la République et le Chef de l'Etat, constitue une vaine manœuvre. Ses déclarations visent-elles à se faire réintégrer dans le processus électoral alors qu'elle ne remplit pas les conditions, ou simplement à susciter l'émoi, à manipuler les populations naïves et à semer la violence dans notre pays avec le soutien de ses parrains locaux et régionaux ?

En tout cas, j'ai décidé de ne pas m'associer à cette manœuvre aux objectifs inavouables. C'est pour cela que, malgré les diligences des comploteurs qui ont loué un hôtel de la place et préparé un point de presse à mon intention pour m'entendre déclarer, comme mon collègue Souwi, qu'on m'aurait confisqué mon parrainage, je n'ai pas cédé. C'est aussi pour cela qu'ils m'ont invité à la messe dite de prière pour les défunts de la famille MADOUGOU. Une messe qui n'était en réalité qu'une manœuvre politicienne de plus, où mon collègue Souwi était et où j'étais attendu pour y faire une déclaration de soutien. Mais là aussi, je leur ai fait faux bond.

Au total, la vérité de l'histoire, c'est que c'est le voleur qui crie au voleur.

Mesdames et messieurs,

Comme vous pouvez le constater, au demeurant, c'est une affaire de souveraineté nationale qui commande que tout patriote prenne le parti de la République. Car, il faut oser le dire, cette candidature apparaît comme un véritable cheval de Troie dans l'édifice politique de notre pays. Le risque n'est donc même pas qu'elle gagne le scrutin, elle qui, alors que la Liste Electorale Permanente Informatisée (LEPI) existe depuis 2011, n'y a jamais été inscrite et n'a sollicité qu'en décembre 2020 de la même Cour constitutionnelle qu'elle vilipende autant que les autres institutions de la République, son inscription. Ce à quoi la Cour a répondu favorablement. C'est le lieu aussi de constater que sa candidature est frappée d'un opportunisme détestable, elle qui, manifestement, n'a jamais été membre du parti LES DEMOCRATES avant que l'envie de semer le trouble dans notre pays la saisisse. Le risque, ce sont plutôt les troubles qu'une telle candidature est de nature à provoquer en raison des accointances mafieuses qui se concentrent autour d'elle.

Et c'est pour toutes ces raisons qu'au niveau du parti BLOC REPUBLICAIN, le consensus s'est dégagé à un moment donné de donner les parrainages à tout candidat émanant du parti LES DEMOCRATES, sauf elle. Ainsi, si par exemple le président du parti, personnalité politique bien connue de notre pays avait été désigné, il aurait eu les parrainages comme promis. A cet effet, les élus du BLOC REPUBLICAIN ont joué leur partition jusqu'au bout. Plusieurs d'entre nous l'ont appelé directement pour lui dire que les parrainages étaient disponibles.

Mais, chers amis de la presse, permettez-moi de souligner que ce n'est pas parce qu'on est disposé à accorder les parrainages qu'il faut nous amener un cheval de Troie.

Voilà la substance de ce que je tenais, à travers vous, à porter à la connaissance de nos paisibles populations.

Je vous remercie pour votre aimable attention.